



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

Oxfam au Vietnam : Mobilisation citoyenne
et travail d'influence en faveur de la
justice fiscale

Pôle de connaissance sur la
gouvernance et la citoyenneté



OXFAM

LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM AU VIETNAM : MOBILISATION CITOYENNE ET TRAVAIL D'INFLUENCE EN FAVEUR DE LA JUSTICE FISCALE

INTRODUCTION

Le processus de décentralisation fiscale que connaît le Vietnam s'accompagne d'opportunités d'engagement auprès du gouvernement local. Oxfam au Vietnam s'emploie à promouvoir la transparence et la redevabilité dans les processus budgétaires en favorisant la participation des citoyens, et notamment des femmes. Oxfam devient de plus en plus un acteur influent en promouvant la création de coalitions et les dialogues multi-parties prenantes, et en prouvant sa crédibilité dans des domaines techniques tels que les incitations fiscales. Le programme Fiscal Accountability for Inequality Reduction – Even It Up (FAIR-EIU, ou Responsabilité fiscale pour la réduction des inégalités – À égalité !) au Vietnam illustre parfaitement les actions menées du côté impôts et du côté budget du système fiscal, et qui reposent sur la citoyenneté active.

SUIVI BUDGÉTAIRE LOCAL

Pour renforcer l'inclusivité, la représentation, la transparence et la redevabilité du gouvernement local, Oxfam au Vietnam a recours à la planification participative et au suivi budgétaire pour impliquer les citoyens dans les processus budgétaires du gouvernement local. Les objectifs spécifiques des actions de suivi budgétaire local débutées en 2015 consistaient à :

- donner aux organisations de la société civile (OSC) et aux communautés les moyens d'influencer efficacement les processus budgétaires publics
- promouvoir la participation des femmes aux processus budgétaires locaux, afin de développer leur confiance en elles et de leur faire prendre connaissance de leurs droits
- travailler au sein de coalitions avec d'autres OSC afin d'améliorer les résultats en matière de développement pour les femmes et les hommes issus de communautés marginalisées

Cette approche de suivi budgétaire repose sur des actions précédemment menées par Oxfam au Vietnam et aidant les citoyens de différentes communautés à s'engager dans les processus de planification locaux. Suite à l'engagement efficace des citoyens auprès des communautés et gouvernements locaux, leur parole a été davantage prise en compte dans la planification. Néanmoins, bien souvent, aucun budget n'était alloué aux besoins et priorités exprimés par les citoyens dans le cadre de ces processus de planification. Oxfam au Vietnam a décidé de rassembler plusieurs OSC afin de réfléchir à la manière dont le point de vue et les opinions des citoyens pourraient être intégrés aux budgets locaux et dont la transparence pourrait être

améliorée. Ces OSC (le Centre for Development and Integration (CDI), Action to the

Community Development Center (ACDC), le Center for Community Empowerment (CECEM), le Centre for Education Promotion and Community Empowerment for Women (CEPEW), le Vietnam Economic Policy Research Institute (VEPR), et le Health Economic Research Centre (HERC) travaillent désormais main dans la main au sein de la coalition Budget Transparency, Accountability and People Participation (BTAP), aussi bien au niveau national que local (provincial).

Afin de garantir la participation des femmes aux processus budgétaires locaux, Oxfam et la coalition BTAP se sont associés à des réseaux et groupes de femmes, y compris représentant des minorités ethniques dans les deux provinces ciblées (Hoa Binh et Quang Tri). Ces femmes ont bénéficié d'une formation consacrée au cycle budgétaire du gouvernement local, à leurs droits en tant que contribuables, et à l'importance que revêt la transparence budgétaire. Plusieurs femmes de ces groupes ont été spécialement formées pour devenir **animatrices au sein de leur propre communauté**, et représenter ainsi leur communauté et ses besoins dans le cadre des échanges avec le gouvernement local.

La première étape du processus de participation consistait à aider les femmes à développer leur confiance en elles et leur motivation, afin de leur donner les moyens d'agir sur les problématiques budgétaires ayant un impact sur leur vie et celle des membres de leur communauté.

Ensuite, la coalition BTAP a collaboré avec des assemblées représentant la population locale afin d'élaborer des mécanismes et canaux sûrs, efficaces, autonomisants et plus indépendants de participation des citoyens (des réunions, des dialogues et des forums – en ligne ou non – par exemple). Grâce à ces mécanismes et canaux, les femmes se sont rapprochées des représentants du gouvernement local et ont commencé à poser des questions et à faire des recommandations concernant les problématiques budgétaires du gouvernement et les services publics de leur ville. Le gouvernement local a entendu leurs recommandations et a amélioré les dépenses budgétaires ainsi que les services publics. La participation active des citoyens a engendré de véritables bénéfices pour leur communauté.

SUR QUOI REPOSE LE SUCCÈS DES ACTIONS DE SUIVI BUDGÉTAIRE LOCAL ?

La coalition BTAP a identifié deux grandes sources de motivation incitant les citoyens à participer aux actions de



suivi budgétaire : les thèmes concernaient directement les citoyens et leur communauté, et le gouvernement a entendu leur contribution et y a rapidement répondu. Les groupes composés uniquement de femmes offraient un environnement sûr, au sein duquel elles pouvaient aborder des questions qui les concernaient directement ainsi que leur communauté. Après un certain temps, ces femmes avaient davantage confiance en elles et éprouvaient moins de difficultés à participer à des discussions, et elles ont commencé à aborder les budgets du gouvernement local, car ils étaient liés aux problèmes que rencontrait leur communauté. Le budget dédié aux infrastructures locales telles que les routes ou les écoles en est un exemple. Oxfam, la coalition BTAP et des femmes ont traité la façon dont ces services du gouvernement local pourraient être suivis, et ont encouragé les citoyens locaux à proposer des suggestions d'amélioration au moyen des processus budgétaires et de planification publics. Lier la formation à quelque chose qui parle aux femmes les a encouragées à participer et a développé leur envie de traiter d'autres problématiques.

Les actions de la coalition BTAP ont inspiré d'autres organisations à s'impliquer et à s'entraider afin de renforcer leurs connaissances techniques et leurs capacités d'influence. Entre 2015 et 2018, la coalition BTAP

est passée de 5 à 15 membres, dont 5 OSC, 2 groupes d'experts, 4 organisations locales et 4 experts indépendants. Les membres des groupes d'experts (le VEPR et le HERC) apportent un soutien technique aux OSC locales en les faisant bénéficier de leur expertise en matière de macro-économie, de budget de l'état et de système de financement de la santé. Les OSC locales ont contribué à renforcer les liens entre les politiques macroéconomiques et la réalité que vivent les citoyens au quotidien en intégrant la parole et le point de vue des citoyens à l'analyse macro-économique. Compte tenu de la complémentarité des expertises et expériences de ces différents types d'organisations, la puissance et la capacité d'influence de la coalition se sont développées. La coalition BTAP est désormais un acteur bien connu et crédible, reconnu par le gouvernement local et national, les autres OSC et les partenaires de développement. Elle est connue pour soutenir depuis longtemps les femmes et les hommes pauvres et marginalisés ainsi que leur communauté afin qu'ils comprennent les processus budgétaires locaux et s'y impliquent. Elle a également permis d'intégrer la parole et le point de vue des citoyens dans les dialogues et débats nationaux entourant des processus essentiels d'élaboration des politiques.



LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM AU VIETNAM : MOBILISATION CITOYENNE ET TRAVAIL D'INFLUENCE EN FAVEUR DE LA JUSTICE FISCALE



INFLUENCE EN MATIÈRE FISCALE

De façon similaire aux actions budgétaires menées par Oxfam au Vietnam, identifier des alliés au sein du gouvernement, développer les capacités et créer des coalitions liées aux grandes problématiques politiques est essentiel dans le travail d'influence du système fiscal vietnamien. Oxfam se concentre sur la lutte contre l'évasion fiscale et les incitations fiscales néfastes, et demande au gouvernement d'obliger les entreprises à payer les impôts qu'elles doivent.

Cet engagement et ce travail d'influence en matière fiscale ont débuté avec une étude menée par Oxfam en 2016 dans le but d'étudier les politiques d'incitation fiscale vietnamiennes afin de déterminer si elles étaient néfastes pour l'économie nationale et le développement des PME vietnamiennes. L'étude a été menée en collaboration avec le National Research Institute of Finance sous la houlette du ministère des Finances vietnamien, ce qui a permis d'obtenir l'adhésion des principales parties prenantes. Le ministère des Finances, le service général des impôts (General Department of Tax, GDT) et l'Assemblée nationale ont été tenus informés de l'avancée de l'étude, et invités à fournir des informations et à contribuer aux débats au

cours du processus de recherche. À l'issue d'un lancement médiatique réussi ayant permis d'attirer l'attention d'un vaste public sur la question, le gouvernement a commandé au GDT un rapport consacré aux pertes de recettes attribuables aux incitations fiscales. Selon le rapport du GDT, en 2016 les pertes s'élevaient à 5,8 % des ressources domestiques totales, et équivalaient à 86 % des dépenses ordinaires consacrées aux soins de santé, ou à 35 % des dépenses ordinaires consacrées à l'éducation.

Afin de renforcer son travail de plaidoyer en matière fiscale, l'année dernière, Oxfam au Vietnam a collaboré avec la Vietnam Alliance for Tax Justice¹ afin de mener une campagne en faveur de la mise en œuvre d'exigences de transparence plus strictes dans les affaires fiscales des multinationales. **Le gouvernement vietnamien a alors intégré une nouvelle réglementation au sein du Décret 20² obligeant les multinationales à fournir un reporting pays par pays, dans une volonté d'améliorer la transparence et de lutter contre l'évasion fiscale au Vietnam.** La coalition a réalisé qu'une transparence accrue est essentielle pour rétablir la confiance accordée au système fiscal vietnamien. Afin de mieux identifier et lutter contre l'évasion et la fraude fiscale et de définir et appliquer des



règles plus efficaces, les gouvernements et les OSC ont besoin de davantage d'informations à propos des impôts que payent les multinationales et où elles les payent.

Dans le cadre de la volonté d'améliorer la transparence, Oxfam au Vietnam milite depuis 2017 pour qu'un système de reporting public pays par pays soit appliqué, ce qui obligerait les multinationales à publier leurs données financières essentielles, y compris les profits de leurs filiales et les impôts qu'elles payent dans les pays dans lesquels elles sont présentes au lieu de ne déclarer que des comptes consolidés dans leur pays d'origine. Cela s'inscrit dans la lignée de la vision d'Oxfam en matière de politique fiscale internationale. Oxfam s'emploie à démontrer de quelle façon un système de reporting public pays par pays aiderait le gouvernement vietnamien à améliorer la réglementation fiscale afin de prévenir l'évasion, et permettrait aux OSC, aux journalistes et aux chercheurs de demander aux entreprises de rendre des comptes quant aux impôts qu'elles doivent payer.

S'appuyant sur l'influence positive exercée sur le Décret 20 et les incitations fiscales, Oxfam au Vietnam et l'Alliance for Tax Justice ont poursuivi leur travail d'influence sur la loi encadrant les PME, la Zone économique spéciale et la proposition de réforme fiscale (y compris de la TVA et du droit sur la propriété) du gouvernement. Les recommandations d'Oxfam et de l'Alliance ont été adoptées dans la nouvelle législation (la loi encadrant les PME) réglementant la fiscalité applicable aux petites entreprises et promulguée en juin 2017. Les PME peuvent désormais bénéficier d'un taux d'imposition préférentiel pendant une période spécifique, alors que cette période n'était auparavant pas limitée. Une PME davantage établie sera imposée au taux normal et devra faire face à la concurrence de façon loyale une fois cette période de temps écoulée. Le succès de ce travail d'influence a contribué à élargir la base fiscale tout en promouvant le développement des PME vietnamiennes, en stimulant l'économie dans son ensemble et en évitant les risques d'évasion fiscale pour les grandes entreprises susceptibles de se déclarer en tant que PME.

En mai 2018, l'Alliance a soumis des recommandations politiques détaillées concernant le projet de législation encadrant la Zone économique spéciale au Vietnam, qui englobe des politiques d'incitation fiscale néfastes et inutiles. Une députée a cité la recommandation de l'Alliance concernant les incitations fiscales dans le discours qu'elle a prononcé à l'occasion d'une séance plénière. Au début du mois de juin 2018, en collaboration avec de grands économistes vietnamiens, l'Alliance a

appelé le gouvernement à supprimer du projet de loi les articles consacrés aux incitations fiscales néfastes. Plus de 60 journalistes de grandes agences de presse vietnamiennes ont assisté à une conférence de presse, et plus de 100 articles ont relayé la mise en garde de l'Alliance concernant les incitations fiscales et la façon dont elles aggraveraient les inégalités. L'Alliance a également mené avec succès une campagne en ligne en juin 2018 visant à demander que la loi soit repoussée.

L'Alliance for Tax Justice a en outre informé les responsables politiques et le public au Vietnam à propos d'une conclusion importante de ses évaluations d'impact ex ante indépendantes des propositions de réforme de la TVA, et selon laquelle une hausse de 2 % de la TVA ferait tomber dans la pauvreté 240 000 foyers qui se situaient jusque-là à la limite du seuil. Cette information constitue une preuve importante permettant d'influencer la proposition de hausse de la TVA portée par le gouvernement.

QUELLES SONT LES FORCES DU TRAVAIL D'INFLUENCE D'OXFAM EN MATIÈRE FISCALE ?

Oxfam au Vietnam s'est forgé une solide réputation et a tissé des relations de travail solides avec le gouvernement vietnamien en partageant des analyses concrètes et fiables ainsi que des rapports de grande qualité concernant la réforme fiscale. Entretenir de bonnes relations avec le gouvernement permet également à Oxfam d'ouvrir des portes pour les autres membres de l'Alliance for Tax Justice.

Oxfam au Vietnam a par ailleurs exploité des informations et des données issues du reste de la Confédération à propos des derniers débats liés aux politiques fiscales dans l'Union européenne (UE) et à l'échelle mondiale, qui se sont avérées très utiles pour alimenter le débat fiscal au Vietnam. Elles ont permis à Oxfam de collaborer avec le gouvernement à un niveau d'expertise élevé. L'Alliance for Tax Justice et la Vietnamese Chamber of Commerce and Industry (VCCI, Chambre de Commerce et d'Industrie du Vietnam) ont admis que la transparence était essentielle au bon fonctionnement du système fiscal vietnamien. Les PME vietnamiennes, de même que les cabinets d'audit et le GDT, ont également reconnu qu'il serait avantageux pour elles que les multinationales soient tenues de faire preuve de transparence à propos des profits qu'elles génèrent et des impôts qu'elles payent au Vietnam. C'est ainsi qu'Oxfam et la Vietnam Alliance for Tax Justice ont trouvé en la VCCI un excellent partenaire pour influencer le Décret 20, même si cette dernière pouvait être considérée comme étant un allié inhabituel.

LA RESPONSABILITÉ FISCALE POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : À ÉGALITÉ !

OXFAM AU VIETNAM : MOBILISATION CITOYENNE ET TRAVAIL D'INFLUENCE EN FAVEUR DE LA JUSTICE FISCALE

RÉUSSITES ET IMPACT DU SUIVI BUDGÉTAIRE ET DU TRAVAIL D'INFLUENCE EN MATIÈRE FISCALE

Réussites et impact du travail de suivi budgétaire local

L'une des grandes réussites du travail mené par Oxfam et la coalition BTAP est le fait que lorsque les citoyens ont participé au processus budgétaire, celui-ci s'est avéré davantage transparent et les budgets ont été alloués de façon plus efficace. Les deux gouvernements provinciaux en question ont adopté de nouvelles façons d'impliquer les citoyens dans les processus budgétaires, et ont demandé conseil aux OSC et à des experts externes. De plus, elles ont adopté de nombreuses autres stratégies et initiatives afin d'impliquer les individus dans les processus budgétaires, par exemple la notation participative pour la sélection de projets d'investissement public. Cela a aidé les citoyens et les OSC à surveiller l'application de la politique et à plaider auprès des gouvernements afin qu'ils améliorent les politiques sur la base des expériences locales.

Après avoir passé une année à développer leur confiance, des groupes de femmes ont commencé à s'organiser autour de différentes problématiques budgétaires et à entamer le dialogue avec le gouvernement local. Dans les deux provinces, cela a donné lieu à des allocations budgétaires plus efficaces en faveur des infrastructures

locales, ce qui a permis d'améliorer l'accessibilité à l'école communautaire, aux terres, à l'électricité ainsi qu'au système d'irrigation pour les rizières. Cela a également ouvert le programme de sécurité sociale (crédit) existant aux membres les plus pauvres de la communauté.

Suite à leur engagement réussi dans les processus budgétaires locaux, les femmes ont davantage confiance en elles et connaissent aujourd'hui mieux le budget de l'état. Certaines d'entre elles endossent toujours un rôle de leader au sein de leur communauté en matière d'engagement auprès du gouvernement local. Aux côtés d'Oxfam et de la coalition BTAP, ces femmes ont prouvé que le suivi budgétaire peut être un moyen efficace de lutter contre la marginalisation ethnique et fondée sur le genre.

Réussites et impact du travail relatif à la transparence fiscale et aux incitations fiscales

Suite au travail d'influence réalisé par Oxfam et la coalition BTAP auprès de divers partenaires, le gouvernement vietnamien a accepté d'intégrer au Décret 20 une réglementation obligeant les multinationales à adopter le système de reporting public pays par pays et à soumettre des déclarations directement au Bureau des impôts vietnamien. Il s'agit d'un grand pas en avant vers une meilleure transparence et une meilleure redevabilité dans le système fiscal du pays. Bien que les informations ne





soient actuellement accessibles qu'au Bureau, et non au public, c'est une première étape vers l'instauration d'une véritable justice fiscale au Vietnam.

La collaboration étroite instaurée avec les autres OSC et instituts de recherche ainsi qu'avec de nouveaux partenaires tels que la VCCI a permis d'ouvrir de nouvelles portes et d'avoir des idées nouvelles en faveur du travail d'influence d'Oxfam. Cela a convaincu le GDT de se montrer plus ouvert à une collaboration avec la société civile, alors

qu'il n'acceptait auparavant de travailler qu'avec des acteurs officiels tels que la Banque mondiale ou encore le Fonds monétaire international (FMI).

En partageant des notes d'information politique de grande qualité et en s'appuyant sur leur crédibilité et leur légitimité, Oxfam et d'autres acteurs de la société civile ont réussi à influencer le système fiscal vietnamien et à nouer des relations qui permettront de continuer à exercer une influence positive.

QU'AVONS-NOUS APPRIS GRÂCE À CE TRAVAIL ?

- Pour permettre aux citoyens d'être acteurs du changement, les OSC peuvent les aider à prendre la décision judicieuse de participer au suivi budgétaire et au travail de plaidoyer. Dans le cadre du suivi budgétaire local, Oxfam et la coalition BTAP ont montré aux citoyens comment une transparence budgétaire limitée pouvait affecter leur vie et leurs droits de contribuables, et ce qu'ils pouvaient contribuer à obtenir en participant au processus de planification et de définition budgétaire. Le rôle de la société civile consiste à fournir les informations nécessaires sur lesquelles les personnes détenant le pouvoir peuvent baser leurs décisions et permettant de créer des mécanismes et espaces sécurisés que les citoyens peuvent utiliser pour exprimer leurs inquiétudes et leurs besoins. La reconnaissance et la réponse rapide du gouvernement incitent également fortement les communautés à continuer à participer au suivi budgétaire. La collaboration avec les femmes dans les deux provinces a prouvé qu'il faut du temps et du courage aux individus pour qu'ils se sentent capables de représenter leur communauté.
- Pour s'engager auprès des citoyens dans le cadre d'initiatives de suivi budgétaire ou de redevabilité sociale, il est important que les objectifs des OSC soient définis en fonction des priorités des citoyens. Les problématiques que les citoyens ont identifiées comme nécessitant un changement seront celles qui susciteront le plus leur motivation et leur engagement. Oxfam et ses partenaires devraient écouter et se laisser guider par la parole des individus avec lesquels ils collaborent.
- Les espaces de participation et d'interaction entre citoyens et décideurs se sont avérés essentiels à l'établissement de relations de confiance et du dialogue entre les autorités locales et les citoyens.
- Les OSC ont été en mesure de collaborer avec d'autres acteurs locaux et nationaux tels que les organes élus et les parlements afin de créer des mécanismes et canaux autonomisants, sûrs, efficaces et plus indépendants de participation des citoyens, tels que des réunions, des dialogues et des forums en ligne ou non. Grâce à ces mécanismes et canaux, les citoyens se sont rapprochés des représentants du gouvernement local et ont commencé à poser des questions et à faire des recommandations concernant les problématiques liées au budget du gouvernement et les services publics de leur ville. La facilitation ou la création de ces espaces propices à la participation et à l'engagement se sont avérées essentielles pour changer la vision qu'ont les citoyens de leur propre capacité à agir ainsi que la réactivité des détenteurs d'obligations face à leurs demandes.
- Il est intéressant d'étudier des coopérations potentielles avec des alliés inhabituels, à l'instar de la collaboration entre Oxfam au Vietnam et la VCCI. Bien que les intérêts des deux organisations semblent diamétralement opposés, les deux partenaires se sont trouvés pour objectif commun l'amélioration de la transparence des multinationales actives au Vietnam.
- Travailler au sein de coalitions avec des OSC, des groupes d'experts, des instituts de recherche et d'autres experts a donné lieu à une consolidation mutuelle des capacités techniques et d'influence de chacun. La portée et le pouvoir d'influence des coalitions en matière fiscale et budgétaire ont augmenté grâce aux actions collectives. De manière générale, la création de coalitions aide à renforcer la société civile, et la rend plus efficace pour tenir le gouvernement responsable de la création et de la mise en œuvre de politiques efficaces.

© Oxfam International, mars 2019

Pour de plus amples informations, contacter l'auteur :

ROSELIE SCHONEWILLE

Roselie.Schonewille@oxfamnovib.nl

Responsable Connaissance et Apprentissage F.A.I.R. Pôle de connaissance sur la gouvernance et la citoyenneté

À PROPOS DE CETTE ÉTUDE DE CAS

Cette étude de cas fait partie du Fiscal Justice Track Record d'Oxfam. Cette série complète le **Global Track Record on Fiscal Justice** (2016) et offre une vision détaillée et actuelle du travail mené par Oxfam et ses partenaires en matière de justice fiscale et de lutte contre les inégalités dans différents pays. Le programme F.A.I.R.-EiU d'Oxfam vise à donner à tous les citoyens les moyens de rétablir les inégalités de pouvoir et d'influence afin que les systèmes fiscaux soient plus progressifs et que les gouvernements appliquent des politiques fiscales et de dépenses bénéficiant au plus grand nombre, et non à une minorité. Le **programme F.A.I.R.- EiU** englobe les actions menées par Oxfam et ses partenaires dans plus de 40 pays.

Au Vietnam, ce projet est soutenu par l'Union européenne et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

NOTES

¹ Les organisations membres de l'Alliance for Tax Justice sont : la Vietnam initiative (VNI), le Vietnam Institute for Economic and Policy Research (VEPR), la Cooperation and Development Foundation (CEPEW), Ech Phu Ho (organisation de jeunes activistes) et la coalition Budget Transparency, Accountability and People Participation (BTAP).

² Décret 20/2017/ND-CP du 24 février 2017 du gouvernement vietnamien relatif à la gestion fiscale applicable aux transactions des entreprises ayant des filiales. Ce décret oblige les multinationales à fournir un reporting pays par pays au service général des impôts vietnamien uniquement lorsque leur société-mère est basée dans un pays ayant signé un accord fiscal bilatéral avec le Vietnam prévoyant cette disposition. Du point de vue de la transparence et de la redevabilité, il s'agit d'un mécanisme peu efficace puisque très peu d'entreprises devront ainsi fournir un reporting au Vietnam de cette manière. Vous pouvez lire l'étude de cas consacrée au travail d'Oxfam lié au **Décret 20** [ici](#).

PHOTOS

Page 1 : Mme Ho Thi Thuong, membre du groupe communautaire Baze, district de Gio Linh, province de Quang Tri.

Page 3 : Mme Ho Thi Nghia, membre du groupe communautaire Baze, district de Gio Linh, province de Quang Tri.

Page 4 : Une femme dans le district de Luong Son, province de Hoa Binh.

Page 6 : Réunion consacrée à l'assurance santé entre membres d'un groupe communautaire et l'assemblée représentant la population de la commune d'Hai An – district de Hai Lang, province de Quang Tri.

Toutes les photos : Phuong Dung/Oxfam.province.



OXFAM